

# JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE

## PREMIERE PARTIE

**Bulletin des lois, ordonnances, actes du Bureau Politique  
et actes du Conseil Exécutif National, des actes de procédure,  
des annonces et avis**

**PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 15 DE CHAQUE MOIS  
A KINSHASA.**

### PRIX DE L'ABONNEMENT, DU NUMERO ET DES INSERTIONS.

1. — Prix de l'abonnement (Zaire et tous pays) :

- a) Première partie : 24,00.00 Zaires
- b) Deuxième partie : 26,00.00 Zaires
- c) Troisième partie : 5,00.00 Zaires

— Par avion : 90 % de la surtaxe aérienne en plus.

2. — Prix du numéro :

- a) Première partie : 1,00.00 Zaire
- b) Deuxième partie : 1,10.00 Zaire
- c) Troisième partie : 1,10.00 Zaire

— Par la poste : frais d'affranchissement en plus.

3. — Prix des insertions :

Par ligne du document manuscrit, dactylographié ou imprimé remis pour publication.

— 10 makuta si la ligne ne comprend pas plus de 60 caractères ;

— 20 makuta si elle comprend plus de 60 caractères.

Les demandes d'abonnements ainsi que celles relatives à l'achat de numéros séparés doivent être adressées au Service du Journal Officiel, Palais de Justice, à Kinshasa-Gombe.

Les sommes correspondant au prix de l'abonnement ou du numéro sont payées soit au dit Service, soit au moyen d'un versement au compte n° 11060/1519 auprès de la Banque du Zaïre, à Kinshasa/Gombe.

Les actes et documents quelconques à insérer au Journal Officiel doivent être envoyés au Service du Journal Officiel, Palais de Justice, à Kinshasa-Gombe, soit par le greffier du Tribunal s'il s'agit d'actes ou documents dont la loi prescrit la publication par ses soins, soit par les intéressés s'il s'agit d'actes ou documents dont la publication est faite à leur diligence.

Le paiement des frais d'insertion doit être effectué lors de la présentation de l'acte ou du document soit entre les mains du greffier dans le cas où la publication se fait à l'intervention de celui-ci, soit entre les mains du comptable du Service du Journal Officiel ou par versement au compte n° 11060/1519 auprès de la Banque du Zaïre.

Les abonnements sont annuels: ils prennent cours le 1<sup>er</sup> janvier et sont renouvelés au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant celle à laquelle ils se rapportent.

Toute réclamation relative à l'abonnement ou aux insertions doit être adressée au Service du Journal Officiel.

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.**

**Loi n° 74/001 du 2 janvier 1974 habilitant le Président de la République à prendre, par application de l'article 52 de la Constitution, des mesures qui sont du domaine de la loi.**

**EXPOSE DES MOTIFS.**

Dans un pays comme le nôtre où l'évolution se fait à une allure accélérée, un retard dans l'élaboration des textes peut constituer un frein énorme au progrès et à la prospérité du pays.

En effet, les règles de droit sont les meilleurs moyens d'action et d'expression du pouvoir public, car c'est au moyen du droit positif -lois, règlements, actes juridiques- que les pouvoirs publics peuvent remplir leur lourde mission qui est de veiller, à tous égards, aux intérêts vitaux de la Nation.

Fidèle aux principes de la séparation des pouvoirs, notre Constitution qui se veut révolutionnaire a clairement délimité le champ d'action de chacun des pouvoirs.

Cependant, pour répondre aux nécessités d'un Etat moderne où il faut édicter des dispositions législatives de plus en plus nombreuses, le constituant de 1967, tenant compte des vacances parlementaires, a eu la perspicacité de prévoir, à travers l'article 52, la faculté pour le pouvoir législatif d'habiliter le Président de la République à prendre, par ordonnances-lois, les mesures qui sont du domaine de la loi, pour ainsi assurer la continuité de l'action des pouvoirs publics.

L'Etat n'est-il pas à l'image d'une entreprise privée dont il faut suivre l'évolution au jour le jour et dont la gestion ne peut souffrir, par conséquent, d'aucune interruption ?

Ainsi, par exemple, l'afflux des investissements en République du Zaïre que suscitent les nombreuses croisades du Père de la Nation à travers le monde resterait sans effet, si le pouvoir Exécutif ne pouvait, faute d'une délégation du pouvoir Législatif, approuver pendant les vacances parlementaires, les conventions qui pourraient éventuellement en résulter, conformément à l'article 18 de l'ordonnance-loi n° 69/032 du 26 juin 1969 portant Code des Investissements.

C'est pour toutes ces raisons de prévoyance et celles liées à notre attachement au principe

de la permanence de l'Etat que le Conseil législatif National a décidé d'habiliter le Président de la République à prendre, pour la période des vacances parlementaires, par ordonnances-lois, des mesures qui sont du domaine de la loi.

**Loi.**

Le Conseil Législatif National a adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article 1er.**

Le Président de la République est habilité à prendre, par ordonnances-lois, des mesures qui sont du domaine de la loi.

Cette habilitation est valable jusqu'au 31 mars 1974.

**Article 2.**

La présente loi entre en vigueur le 28 décembre 1973.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Kinshasa, le 2 janvier 1974.

**MOBUTU SESE SEKO KUKU  
NGBENDU WA ZA BANGA.**

*Général de Corps d'Armée.*

**Loi n° 74/002 du 2 janvier 1974 modifiant et complétant l'ordonnance-loi n° 69/061 du 5 décembre 1969 portant loi financière.**

**EXPOSE DES MOTIFS.**

L'intervention du Conseil Législatif National en matière budgétaire, ne se borne pas seulement à l'approbation du budget.

Il en contrôle aussi l'exécution et confère, à l'Exécutif à la clôture de chaque exercice budgétaire, décharge de sa gestion financière par le vote de la loi portant reddition des comptes.

La réforme financière de grande envergure opérée par la deuxième République ainsi que l'infrastructure mise en place dans le secteur de la comptabilité publique a permis au Conseil Législatif National de se prononcer, pour la

première fois, sur l'exécution du budget de l'exercice 1971, et cela en conformité avec l'article 37 de la loi financière, telle que modifiée à ce jour.

Il est néanmoins apparu que l'article 37, dans sa formulation actuelle est incomplet et vague, en ce sens qu'il ne détermine pas l'exercice budgétaire pour lequel une loi doit intervenir pour clôturer le compte général et le règlement définitif.

Il s'agit, au terme de la présente loi modificatrice, du dernier exercice budgétaire clos.

### Loi.

Le Conseil Législatif National a adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### Article 1er.

L'article 37 de la loi financière du 5 décembre 1969, telle qu'amendée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

#### « Article 37.

Chaque année, une loi arrête le compte général et le règlement définitif du budget du dernier exercice clos.

Elle ouvre, le cas échéant, les crédits complémentaires nécessaires à assurer l'équilibre des comptes.

Elle autorise l'inscription des résultats définitifs des opérations à un compte spécial destiné à l'enregistrement des résultats positifs ou négatifs obtenus au cours des différentes gestions ».

#### Article 2.

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Kinshasa, le 2 janvier 1974.

MOBUTU SESE SEKO KUKU  
NGBENDU WA ZA BANGA,  
Général de Corps d'Armée.